

Center for the Study of the Imaginary

*NATION AND NATIONAL IDEOLOGY
PAST, PRESENT AND PROSPECTS*

Proceedings

of the International Symposium
held at the New Europe College, Bucharest
April 6-7, 2001

New Europe College

This volume was published thanks to the financial support
offered by



Copyright © 2002 – The Center for the History of the Imaginary
and New Europe College

ISBN 973-98624-9-7

La Fin de la Nation ?

LUCIAN BOIA

Tout débat suppose en premier lieu une définition préalable des termes utilisés. Les mêmes mots couvrent souvent des significations différentes. Ceci est valable pour le langage commun, mais les sciences non plus, et en particulier les sciences humaines, n'échappent pas complètement à cette imprécision terminologique. Quel avenir pour la Nation ? Mais qu'est-ce que la Nation ? Des définitions différentes donneront évidemment des scénarios différents.

Pour ma part, je privilégie une définition plutôt forte et restrictive. Je vois la Nation comme une communauté évidemment complexe, mais simplifiée et homogénéisée dans l'imaginaire, investie avec un haut degré de cohérence et marquée par un destin particulier, traits qui l'individualisent par rapport aux autres communautés similaires.¹ La Nation est – ou a été – une religion, une des grandes religions sécularisées des temps modernes (comme le *progrès*, la *démocratie*, le *communisme*...). Rien ne se trouve au-dessus de la Nation. En fait, tout lui est subordonné. La Nation suppose le découpage de l'humanité en entités distinctes et homogènes. Elle suppose aussi, en conséquence, au moins comme projet idéal, la constitution, partout dans le monde, d'états-nations. Le monde passe ainsi, premièrement dans l'imaginaire, mais

¹ Je résume en ce qui suit les arguments développés dans mon livre *Două secole de mitologie națională (Deux siècles de mythologie nationale)*, Bucarest, Humanitas, 1999.

graduellement aussi dans la réalité, de l'ère des Empires, conglomerats ethniques et culturels, à l'ère des états-nations, organismes, certes, eux-aussi hétérogènes, mais aspirant à l'homogénéité. La fusion avec l'Etat représente le moment décisif dans la carrière de la Nation. C'était d'ailleurs son objectif : non un simple découpage culturel de l'humanité, mais une restructuration effective et globale, conduisant à une constellation d'états-nations. Se sont combinés ainsi, dans une structure apparemment indestructible, deux ensembles de nature différente : d'une part, la Nation, avec sa vocation transcendante, et d'autre part l'Etat, instrument plutôt prosaïque de pouvoir, de domination et de répression. Les structures et les activités économiques se sont concentrées à leur tour pour l'essentiel à l'intérieur des frontières nationales. Le développement du marché a contribué sans aucun doute à la constitution de la Nation, mais d'autre part il a été fortement structuré par la Nation. Il suffit de regarder la carte des voies ferrées ; les réseaux ferroviaires embrassent, ficellent en quelque sorte, l'ensemble du territoire national, prêtant au projet idéal une unité bien concrète. La Nation a été renforcée par l'Etat, et l'Etat s'est spiritualisé grâce à la Nation. La Nation, on l'aime. On ne saurait pas aimer l'Etat. On doit le respecter, on doit lui obéir. Et l'état-nation, on l'aime et à la fois on lui obéit.

Dans sa pureté idéale, le modèle de l'état-nation supposait des espaces homogènes ou homogénéisés, et des individus parlant la même langue, au sens propre et au sens figuré du mot. Comme toute religion, la Nation ne tolère pas l'hérésie. Rien de plus noble que mourir pour la Patrie, rien de plus infamant que la trahir. La guerre des Nations oppose en bloc les communautés rivales. L'armée nationale est fondée sur la conscription ; le devoir de chaque individu est de défendre sa patrie, éventuellement de mourir pour elle (les armées de métier sont soit antérieures soit postérieures à la Nation ; la mobilisation

générale est un principe limité aux deux siècles d'histoire nationale).

Mais rien n'est plus caractéristique pour la philosophie de la Nation que le sort des minorités nationales. Celles-ci devaient en principe se fondre dans l'ensemble de la Nation. Les exceptions (comme le cas très particulier de la Suisse) ne font que confirmer la règle : un peu partout, les minorités se sont effacées durant les deux derniers siècles (ou, dans le meilleur des cas, ont été oubliées, évacuées du discours national). Les méthodes mises à l'œuvre présentent une incontestable diversité : moralement, on ne saurait pas mettre à la même enseigne l'assimilation graduelle par des moyens strictement culturels et administratifs, et les méthodes radicales de purification ethnique : expulsion et génocide. Mais les résultats sont là. En France, vers la fin du XVIII^e siècle, selon une enquête effectuée au temps de la Révolution, la plupart des Français ne parlaient pas français (s'exprimant soit dans des dialectes plus ou moins éloignés du français proprement-dit, soit dans des idiomes différents : breton, alsacien, provençal, catalan, corse, etc.). Aujourd'hui, la France peut s'enorgueillir de la plus belle réussite en la matière ; en l'espace de quelques générations, par l'action conjuguée de l'administration, de l'enseignement et de l'armée, s'est forgée une remarquable unité linguistique et culturelle française ; les langues régionales, presque disparues, ne font aujourd'hui que l'objet d'une certaine nostalgie folklorique².

Même dans un pays particulièrement apprécié pour sa politique des minorités comme la Finlande (où le suédois, parlé par 6% de la population, est langue officielle au même titre que le finnois), on peut constater une évolution similaire. Il y a

² Sur le rapport langue-nation, voir le livre de Daniel Baggioni, *Langues et nations en Europe*, Paris, Payot, 1997.

un siècle, les Suédois représentaient 14% de la population du pays ; en plus, c'était la langue parlée dans les villes, la langue des élites, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

L'Europe Centrale et du Sud-Est a connu un processus plus dramatique d'homogénéisation. Dans cette région, très mélangée sous le rapport ethnique, culturel et religieux, les frontières ont été tracées assez souvent d'une manière inévitablement artificielle. Le mythe de l'état-nation (forgé à l'Ouest, dans des espaces plus cohérents) a eu raison des grands assemblages ethniques, comme l'Empire des Habsbourgs. Assimilation culturelle, émigration plus ou moins volontaire, échanges de populations, expulsion forcée, génocide... tout a été pratiqué. Aujourd'hui ces pays présentent, à quelques exceptions près, une relative uniformité qui est très loin de la mosaïque originale (toujours à l'œuvre d'ailleurs dans certaines régions limitées, surtout dans les Balkans)³.

Dans la période de l'entre-deux-guerres, sur le territoire actuel de la République Tchèque, les Allemands représentaient 30% de la population ; à peine pourrait-on parler d'une minorité. Aujourd'hui ils sont 0,5% (les circonstances étant bien connues, je ne fais que rappeler les chiffres). La Pologne était un pays pluriethnique ; seuls les Juifs représentaient 10% de la population. Aujourd'hui l'ensemble des « non-Polonais » totalise à peine 2 ou 3%. Les Turcs ont expulsé les Grecs et les Grecs ont expulsé les Turcs. La Grèce est aujourd'hui un pays officiellement sans minorités (ce qui était loin d'être le cas au moment de sa fondation). Quant à la Roumanie, d'après le recensement de 1930, les minorités représentaient 28,1% de la population ; selon le recensement de 1992, leur poids a baissé

³ Un bon aperçu sur les évolutions ethniques de la région dans l'ouvrage d'André Sellier et Jean Sellier, *Atlas des peuples d'Europe Centrale*, Paris, La Découverte, 1991.

à 10,5% (évolution déterminée en premier lieu par le départ des Juifs et des Allemands, de même que par la perte des provinces les plus mélangées ethniquement : la Bessarabie, la Bukovine du Nord et le sud de la Dobroudja)⁴.

La Nation s'est voulue donc, et partiellement elle a réussi à devenir, un ensemble rigoureusement délimité et structuré, et fonctionnant d'une manière indépendante, voire conflictuelle, par rapport aux entités similaires.

Est-ce qu'on peut parler du dépassement, voire de la disparition du modèle national ? Il est évident que nous vivons une histoire à plusieurs vitesses. Dans une grande partie du monde, y compris dans la moitié Est de l'Europe (où les dernières années ont vu une multiplication des états-nations) le modèle national reste en vigueur ; parfois il est même exacerbé. C'est en fait l'Europe occidentale qui propose explicitement un changement de paradigme. La réponse – si nous limitons pour le moment notre discussion à l'espace occidental – dépend évidemment de l'avenir de la construction européenne, mais aussi, encore une fois, de la signification que nous voulons prêter au mot *nation*. Si l'on entend par *nation* ce principe suprême, sans rival, rêvé et partiellement instauré au XIX^e siècle et puis au XX^e, nous sommes vraiment en train d'assister à son dépassement. La religion nationale est assiégée de plusieurs côtés. D'une part, il y a déjà le projet européen intégrateur, qui suppose la disparition des frontières et un transfert important de souveraineté. A un niveau plus élevé agit le processus de mondialisation (et il agit sans discrimination aucune, sans aucun souci idéologique, y compris sur les pays ou sur les régimes les plus farouchement nationalistes. C'est un « rouleau compresseur »). Mais on assiste

⁴ *Recensământul general al populației României din 29 decembrie 1930* (sous la direction de Sabin Manuilă), 9 volumes, Bucarest, 1938–1941 ; *Recensământul populației și locuințelor din 7 ianuarie 1992*, le volume *Structura etnică și confesională a populației*, Bucarest, 1995.

aussi, néanmoins, toujours dans l'espace occidental, à l'affirmation d'une nouvelle philosophie, concernant la place de l'individu, ou des groupes, ou des minorités, dans la société et leurs rapports avec la Nation et l'Etat.

Entre les droits de l'homme et les devoirs civiques, l'accent est mis aujourd'hui, d'une manière plus énergique, sur la première partie de cet ensemble. Au moins dans le discours, mais aussi dans certains comportements et évolutions effectives. Mourir pour la Patrie, n'est plus, comme auparavant, la plus belle chose de la vie. D'autant plus qu'au nom de la Patrie (qui ne parle jamais !), l'élite dirigeante, un gouvernement ou un autre, ont engagé leur nation dans des conflits assez souvent mal inspirés. Combien de jeunes Français sont morts « pour la Patrie » en Indochine et en Algérie, combien de jeunes Américains au Vietnam ! D'ailleurs, l'armée inventée par la Nation est sur le point d'achever sa carrière historique ; le rassemblement de tous les « enfants de la Patrie » laisse la place à une armée de métier. C'est une des pertes les plus symboliques subies par le concept traditionnel de Nation.

A un niveau plus élevé, mais toujours plus proche des gens que la Nation abstraite, les communautés locales, les régions et les minorités sont aujourd'hui de plus en plus valorisées. Avec des rythmes et des intensités différents, l'Europe se régionalise et se fédéralise (même la France, championne absolue du principe centralisateur, a fini par réinventer ses régions, abolies par la Révolution, doublant ainsi le système des départements). On essaie de sauver ce qui reste encore des spécificités locales. Le changement des mentalités est incontestable, à la pression assimilatrice succédant la tentation de l'authenticité des cultures régionales. Prend contour – comme réaction au processus de globalisation, et par refus d'une civilisation technologique isolée de la nature et polluée (en accord donc avec l'actuelle sensibilité écologique) – une

nouvelle mythologie, valorisant les petites entités, à l'échelle humaine, susceptibles d'harmoniser la tradition et la modernité.

Aux minorités autochtones s'est ajouté, surtout durant les dernières dizaines d'années, un type nouveau de minorités. Ce sont les vagues d'immigrants. Leur assimilation au sens strict du mot semble d'autant plus problématique qu'il s'agit, surtout dans le cas des Asiatiques et des Africains, de différences culturelles, y compris religieuses, particulièrement sensibles. Plutôt qu'assimiler, on doit reconnaître le droit à la différence et jouer ainsi la carte du multiculturalisme. C'est la plus grande infusion, le plus grand mélange ethnique et culturel qui se poursuit à l'Ouest depuis la chute de l'Empire Romain ! Cette évolution met sous une lumière presque ironique le projet d'homogénéisation nationale qui a concentré l'effort de plusieurs générations. Il est permis de penser – vu le niveau très bas de la natalité européenne et les impératifs de la croissance économique – que l'immigration offrira à l'avenir un réservoir humain dont l'Europe ne pourra plus se priver. Un rapport récent de l'ONU estime que l'Europe devrait accueillir – au moins si elle veut maintenir un certain équilibre entre les catégories d'âge – 32 millions d'immigrés entre 2000 et 2025 et 61 millions entre 2025 et 2050⁵. Avec la prudence de rigueur face à de tels pronostics, le fait est que les nations européennes deviendront de plus en plus composites. Et la question s'impose d'elle-même : une nation composite est-elle toujours une nation ? En plus, dans une Europe unie, aucune nation ne sera majoritaire. Il n'y aura que des minorités. L'Europe deviendra la patrie des minorités. Après le triomphe du principe national au XIX^e siècle, le XXI^e verra, peut-être, le triomphe du principe des minorités.

⁵ Autour de ce rapport, voir le commentaire de Claude Bébéar, *Défis migratoires, besoins démographiques*, publié dans *Le Figaro*, 7 mars 2001, p. 20.

Les facteurs mentionnés jusqu'ici agissent de l'intérieur. On assiste d'autre part à l'affirmation d'un ample processus planétaire : la mondialisation. Grâce aux communications modernes, le monde est devenu petit. Des rapports étroits s'établissent entre individus vivant à des distances de milliers de kilomètres. De plus en plus nombreux sont ceux qui définissent leur identité plutôt par référence à un espace mondialisé qu'à une certaine nation ; ils se présentent déjà comme des citoyens de la planète. L'espace perd peu à peu de sa signification ; encore un point perdu pour l'identité nationale, bien enracinée et délimitée territorialement. Ce sont les premiers pas vers ce qui deviendra, peut-être, une civilisation planétaire. L'économie se mondialise, elle ne connaît plus de frontières. Les repères technologiques et culturels communs se sont multipliés ; quand et si ils se généraliseront, nous serons tous une nation. Difficile à dire si une telle issue serait utopique ou réalisable, séduisante ou effrayante. La mondialisation porte indubitablement l'empreinte de l'Amérique. La haute technologie américaine gagne le monde, et avec elle s'impose une langue universelle : l'anglais. Il est hors de doute qu'une langue commune devient indispensable dans un monde où les connexions se multiplient. Il y a déjà plus d'un siècle, Zamenhof avait prévu cette nécessité ; il créa en 1887 une langue internationale : l'espéranto. Sa solution n'a pas marché réellement, et aujourd'hui elle a perdu toute chance de réussite, parce que l'espéranto qu'on parle déjà dans le monde entier est bien l'anglais. Un succès éclatant qui laisse loin derrière le grec ancien, le latin médiéval et le français de l'âge des Lumières. Ces langues couvraient des espaces de civilisation limités et s'adressaient au segment restreint d'une élite. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, une seule langue, l'anglais, est parlée sur toute la planète et pénètre sensiblement au-dessous du niveau des élites. Son enracinement est d'autant plus ferme qu'il fait corps commun avec les

technologies modernes d'investigation et de communication : le langage de l'informatique et de l'internet. La langue de l'Europe, des Etats-Unis de l'Europe (la langue officielle et de communication) tend à devenir toujours l'anglais, et ceci évidemment non grâce à la Grande-Bretagne ; le français et l'allemand doivent se résigner à occuper une position secondaire, en dépit de leur brillante carrière historique. Avec la langue, le monde est en train d'assimiler une grande variété de valeurs culturelles américaines, y compris dans la zone de la culture populaire, signe indéniable d'une pénétration massive et durable. Les films américains (tout le monde regarde aujourd'hui les mêmes productions cinématographiques), la musique américaine, le coca-cola, les restaurants McDonald's sont des manifestations et des symboles d'un type de civilisation en train de conquérir le globe.

Décisive, sans aucun doute, dans ce processus est l'emprise croissante de l'économie, de ce qu'on peut déjà nommer, au sens absolu du terme, une « économie-monde ». C'est une économie qui ne connaît plus le concept de Nation et qui ignore les frontières des états-nations. En termes économiques et de communication, on pourrait dire que l'espace morcelé d'avant la Nation correspondait au charriot, la phase nationale de l'histoire aux chemins de fer, et la phase postnationale, la mondialisation, aux autoroutes de l'information. L'essor des multinationales et, parallèlement, de toutes sortes d'organismes supranationaux, met en difficulté non seulement la Nation, mais aussi la démocratie. En fait, on glisse d'un monde fondé principalement sur la politique et l'idéologie vers un monde fondé en premier lieu sur l'économie. Les valeurs politiques deviennent secondaires. Encore une fois, l'histoire se montre ironique : au moment même où la démocratie semblait avoir gagné la partie, faisant tomber les derniers murs entre catégories sociales, races et sexes, et imposant un peu partout ses principes

(pluralisme politique, vote universel, accès libre à l'information), le mécanisme démocratique risque de tourner à vide, parce que les décisions essentielles sont prises ailleurs. La démocratie a été imaginée et construite à l'intérieur des états-nations. Les structures économiques et politiques supranationales, qui font de plus en plus la loi, agissent à l'extérieur de l'espace démocratique.

On ne saurait, évidemment, réduire le monde contemporain et l'ensemble de ses évolutions au seul processus de mondialisation. La diversité est toujours présente et les écarts de toute sorte considérables, certains même aggravés par la mondialisation, apparemment plus capable d'unifier le monde que de l'homogénéiser. En plus, il y a une règle dans la vie des gens, comme dans l'univers physique : chaque action est accompagnée ou suivie d'une réaction. Les arguments contre la mondialisation se précisent ; d'après certains scénarios, cette course frénétique finira par une catastrophe économique, humaine et écologique (la vache folle, l'effet de serre... tous les maux sont mis aujourd'hui sur le compte de la mondialisation). Les laissés-pour-compte de la mondialisation s'organisent et expriment, parfois avec violence, leur mécontentement. Il y a aussi une réaction nationale, un sursaut des états-nations : la défense des valeurs culturelles et politiques menacées. Mais ce nationalisme, en train de se radicaliser, n'a pas bonne presse dans le monde d'aujourd'hui ; il est de plus en plus marginalisé, dénoncé et combattu (voir les cas Heider et Milosevic). Le fait est qu'il va à l'encontre des évolutions effectives et d'une nouvelle éthique qui n'accepte plus la ségrégation de type national entre « nous » et « les autres ». Les contestataires qui gagnent du terrain, tout en s'opposant à la mondialisation, ne sont pas pour autant des défenseurs de l'état-nation. Leur projet anti-mondialisation privilégie une sorte de retour aux sources : vie sociale et économique organisée à

petite échelle, politique de proximité et ainsi une nouvelle chance pour la démocratie, réconciliation des hommes avec la nature – l’accent est mis sur les communautés locales, sur les régions ou les micro-régions.

Le paradoxe est que ni le nationalisme pur et dur ne semble plus en mesure d’assurer ses propres objectifs. Par contre, il stimule les dissensions et accentue les risques de démembrement. Dans les régions dominées toujours par l’idéologie nationale, les contradictions et les affrontements prennent de plus en plus une tour ethnique, voire tribal, susceptible de faire éclater des états-nations, conçus formellement selon le modèle occidental, mais extrêmement composites (voir le cas de l’Afrique Noire ou, en Europe, celui des Balkans).

La Nation est prise ainsi entre deux axes d’évolution, en quelque sorte complémentaires, qui lui laissent de moins en moins de substance : d’une part, l’extension des structures supranationales, continentales et planétaires, d’autre part un morcellement intérieur (spatial, culturel, ou dessinant tout simplement une grande diversité de groupes et de réseaux, souvent reliés à d’autres groupes et réseaux se trouvant aux dehors de l’espace national). « Les Etats ressemblent de plus en plus à des assemblages de communautés nationales, ethniques, culturelles ou religieuses, avec des langues, des histoires et des traditions distinctes et plus ou moins des structures institutionnelles complètes⁶ ». Il y aurait donc un double transfert, effectif et symbolique à la fois, d’une part vers le niveau supranational, d’autre part vers les communautés locales.

⁶ Roland Axtmann, *Liberal Democracy into the twenty-first century. Globalization, Integration and the Nation-State*, Manchester University Press, Manchester and New York, 1996.

Il me semble – malgré les différences énormes entre le monde préindustriel et le monde postmoderne – qu’il existe toutefois entre les deux une certaine similitude, du moins par rapport à la phase nationale de l’histoire. L’Europe d’avant la Nation était un espace fortement morcelé, mais aussi unifié par certains principes politiques et spirituels communs : l’Empire (mi-réalité, mi-fiction), la chrétienté, ou le latin, comme instrument de communication des élites. C’était un espace à la fois divisé par mille frontières et sans frontières. Ensuite la Nation vint et simplifia les choses, effaçant les frontières intérieures et creusant ses frontières extérieures. Apparemment, nous sommes en train de réinventer un système complexe, évoluant vers un monde également unifié et fragmenté.

Quel avenir pour la Nation ? Il serait sans doute plus correct, et plus prudent, de refuser de répondre à une telle question. D’habitude, l’avenir s’entête à être toujours différent de nos scénarios ; l’histoire des prévisions est une série impressionnante de méprises. Je dois quand même avancer une opinion. Si (et j’insiste sur le « si ») les tendances actuelles se précisent, il me semble que nous sommes en train de sortir de l’ère des Nations. Il y aura, évidemment, tout un héritage, comme nous avons hérité de toutes les époques successives de l’histoire. Nous continuerons à vivre dans un cadre qui portera longtemps les marques d’une culture nationale et d’une certaine identité culturelle et historique. La fin de la Nation ne signifie pas la fin de ses éléments constitutifs (dont certains viennent de loin, d’une époque antérieure à la Nation : ethnies, langues, religions, sans oublier des traits presque indéfinissables mais bien sensibles : le cachet spirituel propre à une communauté). Mais le temps viendra où ces éléments ne formeront plus un ensemble rigide et exclusif, strictement délimité des autres et transfiguré dans une sorte de religion. La Nation, au sens strict du mot, n’aura été qu’une étape sur le long parcours de l’humanité.